

Une gauche moderne n'est pas droitière

Laurent Fabius

« Le réel est devenu plus libéral et plus brutal », écrit l'ancien Premier ministre. Pour retrouver le chemin de la crédibilité, il propose donc à ses amis socialistes une méthode simple : « traiter d'abord sérieusement les questions de fond ». A commencer par celles de l'Europe, de la puissance publique et de l'environnement

Pour voir la gauche emporter l'élection présidentielle, il faut remonter près de vingt ans en arrière. C'était François Mitterrand, à ce jour seule figure socialiste dans la galerie des présidents de la Ve République. Devant cette réalité tout le monde parle de refondation, mais attention aux faux-semblants! Evitons de jouer «retour vers le passé», l'hypertrophie des ego en plus, un retour présenté paradoxalement comme le dernier cri de la modernité. Il s'agirait notamment d'appliquer en France les recettes traditionnelles de la social-démocratie, longtemps efficaces mais devenues souvent inadaptées face au nouveau capitalisme.

Certes, personne ne possède dès maintenant le sésame de la refondation et je n'entends pas aborder ici en détail les questions importantes d'organisation. Mais, pour avancer, je suis convaincu que nous devons à la fois maintenir nos valeurs socialistes et revisiter très profondément nos propositions, en les ouvrant davantage sur le monde et sur le futur: c'est la double clé de la refondation.

L'esprit d'ouverture doit d'abord guider l'analyse de notre défaite. Pour 2007, en laissant de côté les questions de personne, toujours discutables, nous avons plusieurs atouts incontestables: le mauvais bilan de la droite, le remords du 21 avril 2002, la forte demande de changement dans le pays et la domination des thèmes de gauche auprès de l'opinion. Ce dernier point doit être souligné. La société française ne s'est pas droitisée. Le refus des excès de la mondialisation financière est vivace. L'exigence de services publics et d'égalité est forte.

De nombreuses mobilisations sociales sont survenues ces dernières années. Aujourd'hui, les Français s'inquiètent des nouvelles taxes sur la santé ou des milliers d'emplois d'enseignants supprimés. Ce n'est pas un hasard si le candidat de la droite s'est senti obligé durant la campagne de reprendre dans les

mots certaines aspirations de la gauche et si le grand homme de cette séquence électorale fut... Jean Jaurès.

Une forte demande de gauche donc, qui se termine en victoire de la droite. J'y vois deux raisons principales. Le terrain économique et social a été trop délaissé par nous, au profit de thématiques davantage sociétales, personnelles et morales. La critique des projets de la droite n'a pas été assez convaincante. Ainsi, le fameux slogan «*travailler plus pour gagner plus*» n'a pas été efficacement déconstruit. Tirons-en au moins une leçon: les socialistes doivent refuser tout sectarisme, ils doivent aussi refuser le confusionnisme consistant à se laisser glisser sur le terrain de l'adversaire qui peut alors brouiller les cartes et manoeuvrer à sa guise.

Ne redoutons pas d'être audacieux

Au plan électoral, l'enjeu de la refondation, c'est la reconquête de notre base populaire qui subit de plein fouet la précarisation et les difficultés de pouvoir d'achat. Les données sont claires: c'est d'abord cet électorat qui nous a manqué, en particulier dans les régions industrielles durement touchées par les effets de la mondialisation. Tous ces Français attendent à juste titre de la gauche plus d'égalité (davantage pour le travail et non pour le seul capital), plus de solidarité (investissements publics dans la santé, l'école, le logement, les transports) et plus de protection (sécurité, juste échange plutôt que libre-échange). Pour eux, les questions du pouvoir d'achat et de l'avenir de leurs enfants priment sur tout autre sujet. Ils attendent de la gauche des propositions précises, crédibles et opératoires dans ces domaines. C'est notre défi.

La première exigence pour relever ce défi, c'est-à-dire pour conjuguer solidarité et efficacité, consiste à clarifier enfin notre rapport à la mondialisation. Nous n'avons pas su le faire jusqu'à présent. Evidemment celle-ci constitue un phénomène très complexe. D'un côté, l'ouverture des frontières, la mise en réseau des hommes et des cultures et les avancées technologiques conduisent à un développement humain positif. De l'autre côté, le capitalisme financier creuse les inégalités et en installe de nouvelles; le marché, utile en lui-même,

affaiblit les régulations et les normes dès lors qu'il devient tout-puissant; la recherche systématique de la rentabilité à court terme détruit souvent l'environnement, oppose les individus, déséquilibre les territoires.

Certains ne voient dans la mondialisation que ces désordres et s'enferment dans la seule dénonciation. C'est l'impasse de l'ultragauche dont le diagnostic est parfois juste, mais qui laisse l'espace aux ultralibéraux faute d'apporter des réponses crédibles. D'autres croient en une «mondialisation heureuse» et recommandent l'adaptation, voire la résignation. Ainsi s'exprime parfois une certaine branche de la social-démocratie lorsqu'elle prône seulement l'insertion dans la mondialisation telle qu'elle est, estimant possible d'établir des compromis à la façon des années 1950. Le problème est que la mondialisation financière actuelle déséquilibre les rapports de force au profit du capital, précarise les salariés et déstabilise l'action publique dans chaque Etat, rendant largement caduques les vieilles méthodes.

Prôner un «socialisme du réel» est juste mais n'a de sens que si on n'oublie pas en cours de route que le réel est devenu plus libéral et plus brutal. C'est pourquoi je pense qu'aucune de ces voies - l'ultragauche et l'infragauche - n'est vraiment satisfaisante. Oui, la double clé de la refondation, c'est la rénovation de nos propositions dans la fidélité à nos valeurs. Car ces valeurs ne sont pas dépassées. Face à la précarité et à l'individualisme, il y a besoin d'égalité et de solidarité. Face aux communautarismes, il y a plus que jamais besoin de laïcité. Face à la marchandisation généralisée, il y a besoin de services publics et de développement durable. Face à la concentration des pouvoirs, il y a besoin de démocratie libre et de pluralisme. Face à l'explosion des nationalismes, au risque de guerre des civilisations et aux inégalités internationales, il y a besoin d'Europe et d'internationalisme.

La gauche doit revendiquer ses valeurs. La gauche moderne n'est pas une gauche droitiste. Je refuse le choix qu'on cherche à nous imposer entre archaïsme et libéralisme. A bien des égards, c'est le libéralisme qui est archaïque. Ses solutions, appliquées durement, mènent souvent aux reculs sociaux, à l'accroissement des inégalités et au saccage de l'environnement. Le

socialisme, lui, est fondamentalement progressiste. Nous défendons les conquêtes sociales, nous proposons de développer de nouveaux droits, de créer de nouveaux gisements d'emploi et de croissance, d'agir contre les inégalités, nous refusons l'obscurantisme, nous croyons dans la science et la technique, nous encourageons de nouvelles découvertes améliorant le sort de l'homme. Mais pour faire vivre ces valeurs dans un monde qui a changé et qui va changer, nous avons besoin de propositions très novatrices. Ne redoutons pas d'être audacieux. Quatre exemples.

Le rapport capital-travail: là où la mondialisation financière exerce une pression à la baisse sur la rémunération du travail, notre réponse en direction de l'emploi et du pouvoir d'achat doit viser la «compétitivité par le haut» et non la course au moins-disant. Pour la France, cela implique d'investir beaucoup plus qu'aujourd'hui dans l'enseignement supérieur, la formation, la recherche, l'innovation; d'encourager - eh oui! - les entrepreneurs et l'esprit d'entreprise; de sécuriser les parcours professionnels et d'améliorer la santé au travail; de soutenir le pouvoir d'achat par l'amélioration des salaires, des pensions et par une meilleure répartition; de repenser l'organisation du temps de travail, tout au long de la vie en tenant compte du vieillissement, donnée majeure.

L'Europe: pour agir contre les dérives du libre-échange, nous devons proposer de nouvelles régulations. Une vraie réciprocité dans les pratiques commerciales, la lutte contre le dumping social et environnemental, la pénalisation des entreprises prédatrices doivent devenir de nouveaux mots d'ordre. Nous devons relancer et réorienter la construction européenne sans nous contenter de simples ripolinages institutionnels. Pour bâtir une véritable souveraineté économique et sociale de l'Union européenne, l'objectif de convergence sociale européenne doit être réactivé, un budget commun pour la recherche et l'innovation mis en place, une politique monétaire de croissance remplacer celle de l'euro cher, le fétichisme de la concurrence laisser place à une politique industrielle et énergétique concertée. Un tarif extérieur commun doit se substituer aux dérives actuelles.

Accepter ses différences

La puissance publique: dans certains domaines, nous devons rétablir des leviers d'action. C'est le cas pour notre approvisionnement énergétique, enjeu majeur du siècle à venir et secteur où la France possède des atouts magnifiques. De même pour notre capacité à stimuler l'économie, par exemple en faveur des PME innovantes. Dans d'autres domaines tels que la solidarité, nous devons rénover les mécanismes grippés pour éviter, par exemple, les dépendances durables ou l'assistanat. C'est à la gauche de se fixer comme objectif d'améliorer partout l'efficacité de l'action publique, celle de l'Etat et des collectivités territoriales à travers des solutions innovantes.

L'environnement enfin: sa dégradation est gravissime. Elle est, j'en suis convaincu, encore plus avancée qu'on ne le dit. L'exigence écologique doit devenir transversale. Elle doit être prise en compte dans toutes nos politiques nationales et dans toutes les négociations internationales. Une fiscalité écologique doit être mise en place. La recherche d'économies d'énergie doit être généralisée et le ferroutage massivement développé. Socialiste et écologiste, au XXI^e siècle, ces deux combats n'en font plus qu'un.

Je n'ai pas évoqué ici les questions d'organisation, mais pour refonder la gauche, il faudra évidemment la rassembler, donc accepter ses différences. A cet égard, le Parti socialiste a vocation à couvrir un espace idéologique et électoral plus vaste qu'aujourd'hui, allant des antilibéraux au centre-gauche. Les alliances avec les communistes, les radicaux, les Verts, les progressistes, devront se nouer sur la base du projet socialiste et non à la va-vite. Le recrutement militant devra être diversifié, le fonctionnement moins «personnalisé», le débat d'idées stimulé. Un tel parti, socialiste et progressiste, pourra alors obtenir au moins 35% des voix au premier tour des élections. Cet objectif est parfaitement accessible à condition que chacun accepte de travailler ensemble, de tirer les leçons du passé, de faire taire ses rancunes et ses rancœurs, de s'ouvrir à l'avenir et au monde tout en sachant résister à l'air du temps. Un énorme travail d'unification et d'imagination est indispensable, qui ne peut pas être une opération de

laminage. On cherche une méthode pour cette refondation? Je propose celle-ci:
traiter d'abord sérieusement les questions de fond.

L'enjeu de la refondation, c'est la reconquête de notre base populaire.

Laurent Fabius

Le Nouvel Observateur, 12 juillet 2007